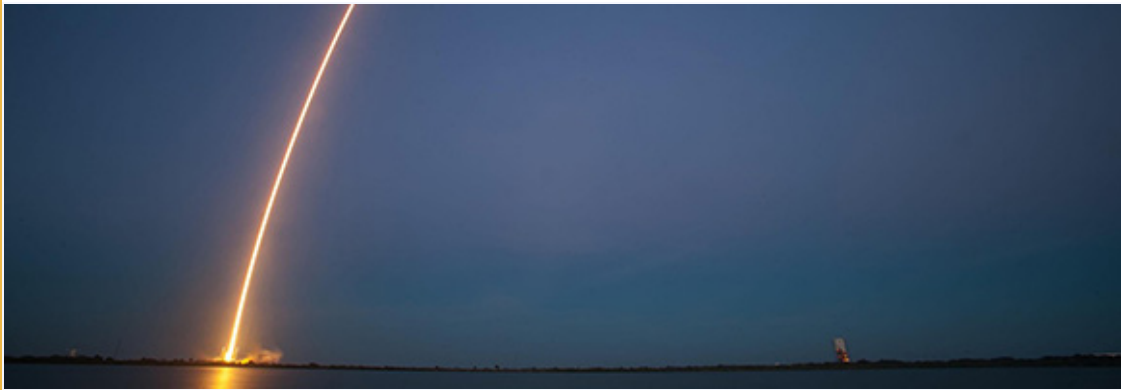


La dissuasion nucléaire française et l'Europe

[Amiral \(2S\) Bernard Rogel - 17 nov. 2025](#)

Après la guerre froide, l'Europe a réduit son effort de défense et la France a préservé une dissuasion nucléaire minimale, mais crédible. Le retour des puissances agressives et l'érosion des traités internationaux ravivent l'importance du nucléaire dans un monde de plus en plus instable. Par sa seule existence, la dissuasion française contribue déjà à la sécurité européenne. Un approfondissement sous forme de dissuasion "concertée" n'est possible qu'avec un vrai dialogue stratégique commun des Européens.



[A la une !](#) | [Fondation](#) | [Commission](#) | [Parlement](#) | [Conseil](#) | [Trilogues](#) |

[Diplomatie](#) | [Cour de Justice](#) | [Agences européennes](#) | [Allemagne](#) | [France](#) | [Pologne](#) |

[Suisse](#) | [Ukraine](#) | [Etudes/Rapports](#) | [Culture](#) |

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

■ **A la une ! :**



Déréguler ou dérèglementer

Les Européens aiment les règles. Ils estiment, à juste titre, que la loi, égale pour tous, est nécessaire à la vie en société. Nos codes divers ne cessent de gonfler. Nos nations n'arrêtent pas de légiférer et le deuxième niveau démocratique que nous avons organisé avec l'Union européenne, trouve là une expression de son essence car elle est fondée sur le droit. Or, le poids des réglementations européennes est en partie la cause des 20% de productivité que l'Europe a perdu en 30 ans par rapport aux Etats-Unis. Si l'Union et nos gouvernements nationaux s'efforçaient de raisonner davantage dans le long terme au lieu d'agir le plus souvent au gré des modes, ils réussiraient à préserver le modèle européen sans ruiner son industrie, c'est-à-dire à dérèglementer sans déréguler, par l'incitation plutôt que la contrainte. [Lire la suite](#)

■ Fondation :



Vers une nouvelle Europe? Lisez le "Rapport Schuman "

Le "Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union" est disponible en français et en anglais. Comme chaque année, il rassemble des contributions de premier plan, des cartes inédites et des études statistiques commentées qui abordent des thématiques majeures pour l'Union européenne: perspectives d'élargissement, compétitivité européenne, ou encore le besoin d'investissements dans le secteur spatial. Commandez le dès maintenant. [Lire la suite](#)



Suivez l'utilisations du plan de relance NextGenerationEU

Le 12 novembre, la Commission européenne a évalué positivement la troisième demande de paiement de la Finlande, d'un montant de 244,9 millions €. Le 13, elle a évalué la quatrième demande de paiement de la Lituanie d'un montant de 514,5 millions €. Les détails du plans de relance sont disponibles sur le site de la Fondation avec une carte mise à jour régulièrement. [Lire la suite](#)

■ Commission :



Prévisions économiques

La croissance annuelle de l'Union européenne devrait s'élever à 1,4% en 2025 et 2026, puis accélérer à 1,5% en 2027, selon les prévisions économiques de l'automne, publiées par la Commission européenne le 17 novembre. Elle indique que la croissance économique européenne avait dépassé les attentes sur les neuf premiers mois de l'année, avec une progression du PIB supérieure à celle anticipée au printemps. Elle a été soutenue par un bond des exportations avant les hausses de droits de douane attendues, mais aussi par un investissement dans les équipements et actifs immatériels plus dynamique qu'escompté. L'inflation devrait poursuivre son repli en 2025 en tombant à 2,1% dans la zone euro. Dans l'Union européenne, elle devrait atteindre 2,2% en 2027. [Lire la suite](#)



Bouclier de la démocratie européenne

Le 12 novembre, la Commission européenne a présenté le bouclier de la démocratie européenne, visant à autonomiser, protéger et promouvoir une démocratie forte et résiliente dans l'ensemble de l'Union. Une stratégie européenne pour la société civile a également été présentée. Le bouclier et la stratégie présentent des mesures pour protéger la liberté des personnes, des élections libres et équitables, des médias indépendants, une société civile dynamique et des institutions démocratiques fortes. [Lire la suite](#)



Boussole culturelle pour l'Europe

Le 12 novembre, la Commission européenne a présenté sa boussole culturelle pour l'Europe autour de quatre axes : la défense et le renforcement des valeurs européennes ainsi que des droits culturels; l'autonomisation des artistes et des professionnels de la culture, accompagnée d'un soutien accru aux publics ; l'appui sur la culture et le patrimoine pour renforcer la compétitivité, la résilience et la cohésion de l'Union; enfin, la promotion des relations et des partenariats culturels internationaux. [Lire la suite](#)



Premier cycle annuel du pacte sur la migration et l'asile

Le 11 novembre, la Commission européenne a franchi une étape dans la mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile, adopté en avril 2024, en lançant le premier cycle annuel de gestion de la migration. Ce dernier recense les situations migratoires auxquelles les États membres sont confrontés et propose une réserve annuelle de solidarité, qui doit être adoptée par le Conseil. Il est essentiel pour garantir la mise en œuvre effective du pacte à partir de juin 2026. [Lire la suite](#)



Enquête sur la "politique d'abus de réputation du site" de Google

Le 13 novembre, la Commission européenne a ouvert une enquête sur une infraction potentielle à la législation sur les marchés numériques commise par Google. La procédure vise à déterminer si Google applique des conditions d'accès équitables, raisonnables et non discriminatoires aux sites web des éditeurs sur Google Search, rendues obligatoire par l'Union européenne depuis mai 2023. L'enquête se concentre sur la "politique d'abus de réputation du site" de Google, qui mène à la rétrogradation de certains sites et rend bien plus complexe leur monétisation, et sur la manière dont cette politique s'applique aux éditeurs. [Lire la suite](#)

■ Parlement :



Simplification des mesures liées au devoir de vigilance

Le 13 novembre, les députés européens ont approuvé par 382 voix, contre 249 et 13 abstentions, leur position de négociation sur la simplification des obligations d'information des entreprises en matière de durabilité et de devoir de vigilance. Sur la durabilité (CSRD), seules les entreprises employant plus de 1 750 salariés et réalisant un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 450 millions € seraient tenues d'établir un rapport social et environnemental. Les obligations liées au devoir de vigilance (CS3D) s'appliqueraient seulement aux grandes entreprises de plus de 5.000 employés avec un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 1,5 milliard €. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Réduction de 90 % des émissions nettes de gaz à effet de serre

Le 13 novembre, les députés européens ont adopté une position sur la proposition de la Commission visant à modifier la loi européenne sur le climat. Celle-ci fixe un nouvel objectif climatique intermédiaire contraignant pour l'Union européenne à l'horizon 2040 : une réduction de 90 % des émissions nettes de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Agence de sécurité maritime renforcée

Le 13 novembre, les députés européens ont approuvé, en deuxième lecture, la position du Conseil sur le nouveau règlement relatif à l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM). Ce règlement remplace celui de 2002, et permet d'adapter les missions, la gouvernance et le fonctionnement de l'Agence aux besoins actuels en termes de sécurité maritime. Elle va, entre autres, intervenir plus activement dans la surveillance maritime, notamment pour détecter des activités suspectes comme les navires désactivant leur AIS, les transferts "ship-to-ship", et les flottilles "fantômes". [Lire la suite](#)



Stratégie en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Le 13 novembre, les députés européens ont adopté une résolution fixant les priorités de la future stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils ont ainsi demandé à la Commission de renforcer l'action de l'Union dans ce domaine pour la période 2026-2030. Cette résolution pousse à une stratégie plus ambitieuse et plus transversale, avec une insistance accrue sur l'application effective des normes et sur la prise en compte du genre dans un plus grand nombre de politiques. [Lire la suite](#)

■ Conseil :



Réunion des ministres de l'Economie et des Finances

Le 13 novembre, les ministres de l'Economie et des Finances se sont mis d'accord pour lutter contre la forte augmentation des colis de faible valeur importés. Ils ont notamment supprimé la règle qui permet aux marchandises d'une valeur inférieure à 150 € d'entrer dans l'Union européenne sans que les droits de douane ne soient payés. Les ministres ont tenu un débat d'orientation sur la révision de la directive sur la taxation de l'énergie. [Lire la suite](#)



Réunion de l'Eurogroupe

Le 12 novembre, les ministres de l'Eurogroupe ont examiné l'évolution géopolitique et technologique mondiale et ont tenu compte des réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ils ont également discuté des priorités politiques avant les recommandations de la zone euro 2026. Enfin, les ministres ont échangé leurs points de vue sur la voie à suivre concernant les stablecoins dans le cadre du projet d'euro numérique. La Fondation vient de publier un étude sur l'euro numérique, [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Améliorer la qualité et l'efficacité des évaluations de la sécurité chimique

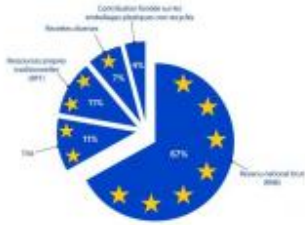
Le 13 novembre, les ministres ont adopté le paquet législatif sur "une substance, une évaluation". Les nouvelles règles rationalisent l'approche de l'Union européenne en matière d'évaluation des produits chimiques et raccourcissent l'écart entre l'identification d'un risque éventuel et l'action réglementaire nécessaire. Le train de mesures crée une nouvelle plateforme de données commune, qui sera gérée par l'Agence européenne des produits chimiques (AEPC) et servira de guichet unique pour les informations sur les produits chimiques. [Lire la suite](#)



Harmonisation sectorielle avec le Royaume-Uni

Le 13 novembre, le Conseil a officiellement autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec le Royaume-Uni en vue d'un accord sur un espace sanitaire et phytosanitaire commun et de relier les systèmes d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS). [Lire la suite](#)

■ Trilogues :



Accord sur le budget 2026

Le 15 novembre, les négociateurs du Parlement et du Conseil sont parvenus à un accord provisoire sur le budget de l'Union européenne pour 2026, avant la fin de la période de conciliation. Le budget renforcera la compétitivité, la préparation de l'Europe en matière de défense, et s'attaquera aux pressions migratoires, avec un niveau global des crédits d'engagement à 192,8 milliards €. Dans le même temps, le budget garantira la flexibilité nécessaire pour réagir rapidement et efficacement aux besoins et aux crises. [Lire la suite - Autre lien](#)



Lutter contre les pratiques commerciales transfrontalières déloyales

Le 12 novembre, les négociateurs du Conseil et du Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales transfrontalières, dans la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire. L'accord améliore la coopération transnationale dans les cas où les fournisseurs et les acheteurs sont situés dans différents États membres, il introduit un mécanisme d'assistance mutuelle, et établit également un mécanisme d'action coordonnée. [Lire la suite](#)



Simplification de la réglementation agricole européenne

Le 11 novembre, les négociateurs du Parlement européen et du Conseil ont trouvé un accord pour simplifier les exigences de la politique agricole commune (PAC). L'accord promeut la réduction de certaines obligations administratives et réglementaires : les terres considérées comme arables au 1er janvier 2026 peuvent conserver ce statut même si elles n'ont pas été travaillées, les agriculteurs ne sont pas soumis à plusieurs contrôles officiels au cours d'une même année, le plafond d'aide en faveur des petits agriculteurs est augmenté. La réduction des formalités administratives pourrait engendrer des économies annuelles allant jusqu'à 1,6 milliard € pour les agriculteurs et plus de 200 millions € pour les administrations des États membres. [Lire la suite - Autre lien](#)

■ Diplomatie :



Déclaration conjointe avec le Canada

La déclaration conjointe Canada–Union européenne , adoptée à Niagara le 11 novembre, a réaffirmé la solidité du partenariat stratégique entre les deux parties, fondé sur la démocratie, l'État de droit et le multilatéralisme. Le Canada et l'Union européenne y expriment leur soutien indéfectible à l'Ukraine face à l'agression russe et leur volonté de renforcer la coopération en matière de sécurité, de défense et d'interopérabilité militaire, notamment par des partenariats industriels. La déclaration souligne aussi la complémentarité économique entre les deux parties à travers l'accord économique et commercial global. Enfin, elle met l'accent sur la défense de l'ordre international fondé sur des règles, la réforme des institutions multilatérales et la lutte contre la désinformation. [Lire la suite](#)



Déclaration commune du G7

Le 12 novembre, les ministres des Affaires étrangères du G7 ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine demandant un cessez-le-feu immédiat et condamnant l'aide militaire apportée à la Russie par plusieurs États. Dans l'Indopacifique, ils ont dénoncé les actions coercitives de la Chine et ils se sont engagés à renforcer la sécurité maritime, la résilience économique, la sécurité énergétique et la fiabilité des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. [Lire la suite](#)

■ Cour de Justice :



Arrêt sur les salaires minimaux adéquats

Le 11 novembre, la Cour de Justice (CJUE) a rejeté le recours du Danemark, confirmant ainsi la validité de la majeure partie de la directive relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne. Le Danemark avait saisi la Cour en demandant l'annulation intégrale de la directive car il estimait qu'elle portait atteinte à la répartition des compétences entre l'Union et les États membres. Selon le Danemark, elle comporterait une ingérence directe dans la détermination des rémunérations au sein de l'Union et dans le droit d'association, qui relèveraient, selon les traités, de la compétence nationale. [Lire la suite](#)

■ Agences européennes :



Diminution des entrées migratoires irrégulières selon Frontex

Le 12 novembre, Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a annoncé que les entrées irrégulières dans l'Union européenne avaient diminué de 22% au cours des dix premiers mois de 2025, soit 152 000 entrées irrégulières. [Lire la suite](#)

■ Allemagne :



Rapport du Conseil des experts économiques

Le 12 novembre, le Conseil des experts économiques a soumis son rapport : " Créer de nouvelles perspectives pour demain - Ne pas gaspiller les opportunités ". Ce rapport arrive dans une période de stagnation de l'économie allemande. Les experts soulignent la nécessité d'adopter des réformes majeures pour stimuler la croissance allemande. Le rapport aborde également l'importance de sécuriser l'avenir de l'Europe en approfondissant le marché unique et en renforçant les capacités de défense et propose des mesures pour réduire le fardeau fiscal des entreprises, réformer les taxes sur les successions et alléger la bureaucratie excessive, facteurs jugés essentiels pour façonner le changement structurel et améliorer la compétitivité. [Lire la suite](#)

■ France :



Nouvelle stratégie spatiale

Le 12 novembre, le président français Emmanuel Macron s'est rendu à Toulouse pour l'inauguration du Commandement de l'Espace (CDE). Il en a profité pour présenter la stratégie nationale spatiale (SNS) en amont de la réunion de la conférence ministérielle de l'Agence spatiale européenne (ESA) les 26 et 27 novembre à Brême, et du sommet spatial que la France organisera au printemps 2026. Parmi la stratégie, 5 points clés: l'accès à l'espace, repense le modèle industriel, commercial et les capacités stratégiques, adopter une approche plus offensive et relancer l'Europe du spatial. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Hommage aux victimes des attentats de 2015

Le 13 novembre, le président français Emmanuel Macron a commémoré les attentats du 13 novembre 2015 de Saint-Denis et Paris. Cette journée avait pour but de rendre hommage aux victimes, blessés et rescapés, et à l'ensemble des forces de secours. À cette occasion, de nombreuses institutions ont veillé à se souvenir aux côtés de la France de cette nuit-là. La présidente du Parlement européen Roberta Metsola a affirmé lors de sa déclaration que le Parlement restait déterminé à lutter contre le terrorisme. La directrice d'Europol, Catherine de Bolle, a réaffirmé l'engagement d'Europol dans la lutte contre le terrorisme. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#) - [Autre lien](#)

■ Pologne :



La Pologne condamnée "à l'unanimité" par la CEDH pour violation "du droit à la vie privée"

Le 13 novembre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a conclu, dans l'affaire A.R. c. Pologne, à la violation du droit au respect de la vie privée et familiale. L'affaire portait sur les restrictions imposées au droit à l'avortement en Pologne. [Lire la suite](#)

■ Suisse :



La Suisse adhère aux programmes de l'Union

Le 10 novembre, le conseiller fédéral Guy Parmelin et la commissaire européenne Ekaterina Zaharieva ont signé à Berne l'accord relatif aux programmes de l'Union européenne (EUPA). Cette composante du paquet Suisse-UE peut ainsi être appliquée de manière anticipée et provisoire, avec effet rétroactif au 1er janvier 2025. Elle permet l'association de la Suisse à Horizon Europe, au programme Euratom et au programme pour une Europe numérique, tout en ouvrant la voie à une participation à ITER, Erasmus+ et EU4 Health. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ Ukraine :



Visite du président ukrainien en Grèce

A l'occasion de la visite du président ukrainien Volodymyr Zelensky à Athènes, l'Ukraine et la Grèce ont signé, le 16 novembre, un accord pour la livraison à Kyiv de gaz naturel liquéfié (GNL) entre les compagnies grecque DEPA et ukrainienne Naftogaz, pour la période hivernale allant de décembre 2025 à mars 2026. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)



Conférence sur les investissements pour la reconstruction

Le 13 novembre, lors de la Conférence sur les investissements à Varsovie, l'Union européenne et l'Ukraine ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur partenariat économique. L'Ukraine s'engage à accélérer les réformes pour garantir un environnement d'affaires stable, tandis que les investisseurs insistent sur la prévisibilité réglementaire et l'application uniforme des règles. La conférence, organisée dans le cadre du ReBuild Ukraine Expo, a rassemblé plus de 5 000 participants ukrainiens et internationaux. [Lire la suite](#)

■ Etudes/Rapports :



Le coût du Brexit

Le 13 novembre, la Banque centrale européenne (BCE) a publié un rapport qui analyse le commerce et les investissements entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, depuis le Brexit. Le rapport indique que le Brexit a entraîné un coût économique significatif, principalement par l'émergence de barrières non tarifaires (BNT) et l'augmentation des coûts commerciaux. Les estimations suggèrent que les exportations du Royaume-Uni vers l'Union européenne se sont contractées de 40% après la période de transition. Enfin, jusqu'en 2023, les flux totaux d'investissements directs étrangers (IDE) de l'Union européenne vers le Royaume-Uni ont diminué de 3,9% et ceux du Royaume-Uni vers l'Union de 4%. [Lire la suite](#)



Panorama de la santé

L'OCDE a publié son Panorama de la santé, le 13 novembre. Selon l'étude, dans l'ensemble, les pays se sont remis de la pandémie, mais des enjeux majeurs persistent. Notamment, les taux d'obésité continuent d'augmenter dans la plupart des pays, tandis que la consommation nocive d'alcool et le tabagisme demeurent des problèmes majeurs de santé publique, chez les adultes comme chez les enfants. Enfin, si l'espérance de vie s'est redressée et repart à la hausse, elle reste encore inférieure à son niveau d'avant la pandémie dans 13 pays en 2023. [Lire la suite](#)

Rapport sur l'énergie dans le monde

Le 12 novembre, l'Agence internationale de l'énergie a publié son rapport sur l'énergie mondiale. Elle estime que la demande pour l'énergie fossile continuera d'augmenter jusqu'en 2030. Le charbon et le pétrole vont stagner et la demande pour du gaz naturel va continuer d'augmenter. La demande mondiale d'électricité va augmenter de 40% d'ici à 2035 dû au secteur de l'IA. Aujourd'hui, environ 730 millions de personnes vivent encore sans électricité et ce problème ne devrait pas être résolu avant 2035. [Lire la suite](#) - [Autre lien](#)

■ Culture :



"Miró et les États-Unis" à Barcelone

Jusqu'au 22 février 2026, la fondation Joan Miró de Barcelone accueille l'exposition : " Miró et les Etats-Unis ". Cette exposition présente un dialogue intergénérationnel entre Joan Miró et plusieurs artistes de renommée mondiale. Elle illustre comment leurs pratiques créatives se sont mutuellement enrichies et ont contribué au développement de l'art du XXe siècle. L'exposition expose plus de 130 œuvres issues de collections américaines et européennes, ainsi que de la collection personnelle de Joan Miró. [Lire la suite](#)



"Ports en vue" au Havre

Jusqu'au 5 avril 2026, le musée MuMa au Havre accueille l'exposition " Ports en vue ". Cette exposition est conçue comme une promenade dans le paysage portuaire de Raoul Dufy à Pierre et Gilles. Environ 120 œuvres constituent le parcours de cette exposition, sur les ports, promesses de voyage, mais avant tout lieux de travail. Par essence mouvant, le paysage portuaire est en perpétuelle mutation pour s'adapter aux besoins du transport maritime. [Lire la suite](#)



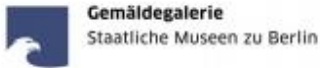
Francesco Hayez à Milan

Jusqu'au 13 décembre, les salles historiques du Palazzo Borromeo d'Adda accueillent l'exposition "Hayez et son temps ". Ce projet remet au centre de la scène culturelle le Milan de Manzoni et de Verdi, carrefour de passions, d'idées et d'art. L'exposition vise à valoriser la ville en tant que capitale du romantisme italien, en célébrant la saison où la peinture, la musique et la littérature dialoguaient dans un langage commun d'émotion et de modernité. [Lire la suite](#)

CHARLESTON

Roger Fry à Charleston

Jusqu'au 15 mars 2026, le musée Charleston accueille l'exposition Roger Fry. C'est la première grande exposition depuis plus de 25 ans consacrée à Roger Fry en tant que peintre, dévoilant un aspect moins connu de l'une des figures les plus influentes de l'art britannique du XXe siècle. Il a joué un rôle déterminant dans l'introduction du postimpressionnisme en Angleterre. [Lire la suite](#)



Vittore Carpaccio à Berlin

Jusqu'au 6 avril 2026, la Gemäldegalerie de Berlin accueille l'exposition "Tribut à Vittore Carpaccio". Cette exposition présente La Préparation du tombeau du Christ dans son contexte thématique et artistique, en la mettant en regard d'autres œuvres. Deux pièces inestimables, prêtées par le Kupferstichkabinett, sont exposées : une esquisse préparatoire de Carpaccio représentant le Christ mort et une gravure d'Andrea Mantegna, qui inspira le peintre vénitien. [Lire la suite](#)

MUZEUM museum of modern c in warsaw

"Question féminine" à Varsovie

Jusqu'au 3 mai 2026, l'exposition "Question féminine 1550-2025" ouvre ses portes au musée d'Art moderne de Varsovie en mettant en lumière l'activité créative durable et dynamique des femmes au cours des 500 dernières années. Elle rassemble près de 200 œuvres - allant de créations récentes à des peintures d'artistes de la Renaissance, du baroque et du XIXe siècle - et propose une histoire visuelle pluriséculaire de l'"émancipation" des femmes. [Lire la suite](#)



Picasso à Stockholm

Jusqu'au 5 avril 2026, le Moderna Museet à Stockholm accueille l'exposition "Late Picasso". La dernière partie de la carrière de l'artiste est marquée par une intensité incessante. L'exposition présente une cinquantaine d'œuvres réalisées entre 1963 et 1972. [Lire la suite](#)

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation !

Réduisez vos impôts en soutenant la Fondation et participez avec nous à la construction de l'Europe de demain !

Contribuez, par votre soutien à la Fondation, à la promotion des valeurs européennes de démocratie, de paix, de solidarité, et de prospérité de l'Europe.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation Robert Schuman peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Je fais un don et je réduis mon impôt.

■ L'agenda :



19/11/2025

Conseil de coopération avec le Tadjikistan (Bruxelles)



20/11/2025

Conseil "Affaires étrangères" (Bruxelles)



20-21/11/2025

Forum Indopacifique
Réunion avec l'ASEAN (Bruxelles)



22-23/11/2025

Sommet du G20 (Johannesburg)



24/11/2025

Conseil "Commerce" (Bruxelles)



24-25/11/2025

Sommet Union européenne-Union africaine (Angola)



24-27/11/2025

Séance plénière du Parlement européen (Strasbourg)



La Lettre n°1132

PDF

en Français -- Édition du Lundi 17 novembre 2025

[Je télécharge](#)

La Lettre est également disponible dans les langues suivantes :



Les rédacteurs de la Lettre :

Helen Levy ;

Catherine d'Angelo, Clément Ramey,

Maria Skowronska, Jean Pedurthe

N° ISSN: **2729-6482**

Une question, une suggestion ?

Contactez-nous !

info@robert-schuman.eu

Rédacteurs en chef :

Juliette Bachschmidt

Directeur de la publication :

Pascale Joannin

[Cliquez ici si ce mail ne s'affiche pas correctement.](#)



Vous l'avez reçu car vous êtes inscrit à notre newsletter. {LINK}